

**SYNDICAT MIXTE LYS AUDOMAROIS****SEANCE DU MERCREDI 26 JUIN 2013**REÇU EN SOUS PRÉFECTURE  
DE SAINT-OMER, le

- 2 JUIL. 2013

**QUESTION N°11****PAYS – AVIS CONCERNANT LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE-  
TRAME VERTE ET BLEUE (SRCE-TVB) DE LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS****RAPPORTEUR :** Monsieur BONNIER -

Depuis 2011, l'Etat et la Région Nord-Pas-de-Calais ont engagé l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique-Trame Verte et Bleue (SRCE-TVB) dans le cadre des lois Grenelle 1 et 2.

A partir du 26 mars 2013, le projet de SRCE-TVB est entré en phase de consultation pour une durée de 3 mois auprès des acteurs suivants :

- Les départements, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes et parcs naturels régionaux (article L371-3 du code de l'environnement),
- Le Comité Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) (article R371-32 du code de l'environnement),
- Les autorités étrangères (article R122-23 du code de l'environnement),
- Les Pays et les SCOT, tel que décidé par le Préfet de région et le Président du Conseil Régional,
- Chaque commune de la Région.

Conscient des enjeux de préservation de la biodiversité locale, le Pays de Saint-Omer s'est engagé dans l'élaboration du schéma local de Trame Verte et Bleue en septembre 2011. Cette étude, pilotée techniquement par l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région de Saint-Omer en partenariat étroit avec le Parc Naturel des Caps et Marais d'Opale, est assurée par un groupement de bureaux d'études. Cette mission est à ce jour en phase d'écriture du programme d'actions.

Les intercommunalités du Pays de Saint-Omer partagent ainsi les objectifs généraux du SRCE-TVB qui vise à identifier, préserver et restaurer les continuités écologiques nécessaires au maintien de la biodiversité, celles-ci permettant aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, et donc de perdurer.

A la lecture du projet de SRCE-TVB, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer souhaite attirer l'attention du Conseil Régional et de l'Etat sur les dimensions suivantes.

## 1) Gouvernance et modalités de prise en compte du SRCE-TVB

### - Importance de la concertation pour établir un schéma cohérent et partagé

L'étude TVB du Pays de Saint-Omer menée depuis mi-2011 vise à adapter le schéma régional aux particularités du territoire par le croisement des enjeux écologiques avec ceux liés aux activités humaines et à leur pérennité (développement économique, agriculture, tourisme, urbanisation, etc.).

Afin d'établir ce document partagé, une **forte démarche de concertation** est menée avec les élus, les acteurs du territoire, les partenaires scientifiques, le monde agricole. Les élus du Pays de Saint-Omer sont en effet convaincus qu'un tel dispositif n'est efficace que s'il repose sur une **vision stratégique partagée**.

Ainsi, en plus des multiples Comités de pilotage et Comités techniques qui associent un grand nombre de partenaires, les actions réalisées en matière de concertation sont nombreuses :

- Concernant le diagnostic : entretiens avec les acteurs du territoire, la Chambre d'agriculture, les élus et les partenaires scientifiques et allers-retours sur l'écriture du rapport,
- Concernant les phases de stratégie et programme d'actions :
  - Réunions d'informations et d'échanges avec les agriculteurs en avril 2012 (présentation du diagnostic et contributions sur le schéma, la définition des corridors),
  - Conférence territoriale permanente du SCoT le 10 juillet 2012 sur la thématique TVB,
  - Journée de découverte en bus co-organisée avec la PNRCMO le 29 août 2012 à destination des élus et techniciens,
  - Plusieurs réunions de concertation avec les représentants agricoles au cours du premier semestre 2013,
  - Présentations au sein de chaque conseil communautaire pour validation du schéma (de fin mars 2013 à mai 2013) et au sein de Conseils municipaux en faisant la demande,
  - Début juillet 2013 : organisation de deux réunions de restitution à destination des agriculteurs avec travail sur le programme d'actions et témoignages d'exploitants,
  - Fin août/début septembre 2013 : organisation d'une nouvelle journée de visites à destination des élus.

Ce travail a permis d'établir une vision globale du territoire qui met en évidence sa richesse écologique, les menaces potentielles et les leviers d'intervention.

Dans ce contexte, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer soulignent l'**importance des instances de travail et d'échange au niveau régional** entre techniciens, élus et partenaires et demandent à aller au-delà par la création et l'animation d'**ateliers de travail par territoire SCoT et PLU intercommunal** pour faciliter la mise en application du SRCE-TVB. Il ressort en effet un **besoin flagrant d'éclaircissements** sur la démarche et sur sa mise en œuvre locale.

#### - Difficultés de compréhension et d'appropriation du SRCE-TVB au niveau local

Assurer la prise en compte du SRCE-TVB au niveau local requiert une bonne compréhension de ce document. Or celui-ci est particulièrement complexe et difficile à appréhender par les collectivités locales. Ces difficultés sont d'autant plus vraies pour le Pays de Saint-Omer qui est concerné par pas moins de six éco-paysages, d'où de réels problèmes pour se repérer dans les orientations du SRCE-TVB et par conséquent pour formuler un avis éclairé sur le document.

En conséquence, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer forment le souhait de bénéficier d'un **document simplifié** élaboré par les services en charge du SRCE-TVB en partenariat avec le territoire **pour préciser les enjeux particuliers du Pays au regard du SRCE-TVB.**

De même, l'importance d'un **accompagnement spécifique par les services de l'Etat et de la Région** pour l'application du SRCE-TVB au niveau local est soulignée. Cet accompagnement regroupe aussi bien des **besoins en termes de supports d'explication qu'en termes d'ingénierie et de moyens humains.**

En effet, force est de constater que le développement de projets en matière de TVB au sein des intercommunalités du Pays de Saint-Omer, et en particulier pour les territoires ruraux, nécessitent la mobilisation d'une ingénierie dédiée. Et comme il ressort du programme d'actions de la TVB du Pays de Saint-Omer en cours d'écriture, le dispositif d'animation est une condition primordiale pour donner vie et sens à la démarche TVB.

Dans cette optique, le SRCE-TVB prévoit des missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et le financement de certains postes d'animateurs TVB. Le Pays de Saint-Omer, couvert en partie par le PNRCMO, ne peut pas bénéficier de tels financements de postes alors que les besoins sont bel et bien présents.

En conséquence, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer font appel au soutien de l'Etat et du Conseil Régional pour bénéficier d'un **appui spécifique en matière d'ingénierie et d'accompagnement technique.**

#### - Liens entre le SRCE-TVB et le schéma local de TVB

L'articulation du SRCE-TVB avec les autres dispositifs nationaux, régionaux et infrarégionaux de même que la force juridique du document ont été précisés.

Plusieurs observations peuvent être formulées concernant la notion de « prise en compte », celle-ci générant un degré important d'interprétations et donc d'incertitudes.

L'objectif premier de la TVB du Pays de Saint-Omer est de **préserver l'existant en se basant sur le soutien aux actions volontaires et sur l'accompagnement** des collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme (volonté de limiter la consommation de

terres agricoles) ou de leurs projets d'aménagement (notamment en lien avec la programmation Pays).

Considérant que la TVB du Pays de Saint-Omer respecte et précise le schéma régional au regard des particularités du territoire et ce, de façon partagée avec les acteurs locaux, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer considèrent que **l'esprit, les principes et les orientations de ce document local doivent s'appliquer en l'état.**

Ce schéma TVB du Pays de Saint-Omer a affiné et adapté le schéma régional en effectuant des choix sur le tracé des corridors écologiques en fonction des considérations d'ordre scientifique, de la connaissance précise des sites et de la concertation avec les partenaires. Des différences apparaissent de ce fait avec le schéma régional mais celles-ci permettent de répondre aux objectifs de la TVB tout en s'adaptant au contexte local.

C'est pour ces raisons que les intercommunalités du Pays de Saint-Omer souhaitent que le schéma TVB du Pays soit appliqué et respecté. Bien entendu, celui-ci sera précisé dans le cadre des documents d'urbanisme locaux et notamment des PLU intercommunaux.

Là aussi, ces problématiques mettent à jour **un besoin fort en accompagnement et en ingénierie pour assurer la prise en compte de la TVB au niveau local.**

- **La gestion des boisements : une problématique essentielle pour le Pays de Saint-Omer**

Le Pays de Saint-Omer est recouvert par 8.305 ha de bois de tout type forestier, ce qui représente un taux de recouvrement de 11% contre 9% pour la Région. Sur les 5.565 bois et forêts répertoriés sur le Pays de Saint-Omer, 89% ont une superficie inférieure à 1 ha et 26 boisements ont une surface supérieure à 20 ha.

Entre 1990 et 2009, les surfaces boisées ont augmenté de 24,5% sur l'ensemble du périmètre du Pays de Saint-Omer représentant plus de 1.500 ha boisés. Les contrastes sont marqués selon les intercommunalités. La Communauté de Communes du Canton de Fauquembergues, la Communauté de Communes du Pays d'Aire et la Communauté de Communes de la Morinie affichent les taux d'évolution les plus forts, avec respectivement 65%, 32% et 31%. Cette évolution est nettement moins marquée sur la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer, avec 7,6% et la Communauté de Communes du Pays de Lumbres présente une évolution comparative à la tendance moyenne du Pays, avec 24%.

Ces chiffres traduisent le **phénomène de mitage des boisements** qui marque le territoire du Pays de Saint-Omer. Les micro-boisements (<1 ha) fragmentent en effet les parcellaires agricoles sans apporter de véritable atout écologique eu égard au mode de gestion pratiqué.

En outre, il est important de mettre l'accent sur la relation entre le boisement du marais audomarois, la fermeture du paysage et la réduction de l'agriculture. En effet, le boisement anarchique dans le marais contribue au ralentissement de l'activité maraîchère et à sa perte de qualité paysagère. Ces deux effets cumulés peuvent ainsi avoir de lourdes conséquences économiques.

La question se pose ainsi de savoir **comment agir en faveur de la sous-trame forestière sans générer de mitage et en conservant l'outil de production agricole ?**

Cette question est d'autant plus importante compte tenu des objectifs fixés par la Région dans le cadre du Plan Forêt Régional (14% de bois et forêts en 2038).

Des outils incitatifs ou réglementaires existent mais ceux-ci sont complexes ou difficilement mobilisables.

En conséquence, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer souhaitent que le **lien entre les interventions du Conseil Régional (Plan forêt, appels à projet) et du Conseil Général (réglementation boisement) soit précisé et que ces dispositifs concourent à accompagner les territoires pour gérer cette question cruciale.**

## **2) Les mesures d'accompagnement pour la mise en œuvre opérationnelle du SRCE-TVb au niveau local**

Les besoins en termes d'accompagnement et d'animation (outils et ingénierie) ont été soulignés à plusieurs reprises pour comprendre/s'approprier le schéma régional, pour le prendre en compte au niveau local ou pour gérer la question des boisements. Des besoins particuliers apparaissent également pour la mise en œuvre opérationnelle du schéma régional ou local de TVb.

Le SRCE-TVb présente les différents outils mobilisables mais ceux-ci semblent parfois trop complexes et manquent souvent de lisibilité sur le long terme. Ainsi, de fortes incertitudes pèsent le devenir de certains outils tels que les Mesures Agro-Environnementales Territorialisées pourtant essentielles.

Les intercommunalités du Pays de Saint-Omer demandent ainsi à l'Etat et à la Région **d'apporter plus de précisions et de simplification dans les outils de mise en œuvre et d'assurer leur pérennité.**

Par ailleurs, les élus du territoire demandent aux instances en charge du SRCE-TVb de **relayer et d'appuyer leurs actions locales afin de leur donner plus d'envergure.** Ainsi, à titre d'exemple, le programme d'action de la TVb du Pays de Saint-Omer prévoit des actions de sensibilisation auprès de divers professionnels : les aménageurs et lotisseurs pour l'intégration des enjeux de biodiversité dans leurs projets, les jardineries pour lutter contre les espèces invasives, les gestionnaires d'infrastructures (DIR, SANF, VNF, CG, etc.) pour la prise en compte des enjeux de biodiversité et l'adaptation au schéma local, etc.

Pour permettre ces actions et leur donner plus de poids, un relai et une cohérence des actions au niveau régional seraient utiles et efficaces.

Enfin, concernant les **appels à projet régionaux**, la **nécessité de les adapter au mieux aux particularités des territoires ruraux et périurbains** est soulignée par les intercommunalités du Pays de Saint-Omer.

### **3) Le suivi et l'évaluation du SRCE-TV**

Le SRCE-TV prévoit un dispositif particulier de suivi et d'évaluation en précisant les indicateurs qui seront analysés. Toutefois, les modalités précises de ce dispositif ne sont pas explicitées.

Par conséquent, des questions se posent sur la **façon dont les territoires seront associés à cette démarche**. S'agira-t-il d'une évaluation ascendante ou descendante ? Quelle instance sera chargée de ce suivi ? Les représentants des territoires y participeront-ils ?

La question de l'**harmonisation des dispositifs de suivi** est également sujette à interrogation et appelle à des réponses de la part des services en charge du SRCE-TV.

### **4) La Stratégie de Création des Aires Protégées**

Le SRCE-TV souligne qu'au vu des menaces pesant sur la biodiversité dans la Région, un des enjeux des prochaines années sera d'étendre les surfaces en protection forte afin de mieux préserver les espaces naturels les plus intéressants. Tel est l'objectif de la Stratégie de Création d'Aires Protégées.

Compte tenu des enjeux d'un tel dispositif, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer souhaitent **obtenir de plus amples informations** (état d'avancement, territoires concernés, modalités d'élaboration, effets, etc.).

En outre, au regard de l'étendue des sites naturels protégés sur le Pays de Saint-Omer et dans le respect des orientations prises dans le cadre du schéma local de TVB, les intercommunalités du Pays de Saint-Omer considèrent que **la priorité est de préserver l'existant en tenant compte des enjeux liés aux activités humaines et notamment d'assurer la préservation de l'activité agricole**, activité économique essentielle du territoire et partenaire privilégié pour la préservation du cadre de vie.

Il s'agit ainsi de **renforcer les dispositifs de contractualisation et de partenariat au lieu de développer de nouvelles strates de protection réglementaire**.

**POUR EXTRAIT CONFORME  
LE PRESIDENT**

**André BONNIER**

REÇU EN SOUS PRÉFECTURE  
DE SAINT-OMER, le

- 2 JUL. 2013

SYNDICAT MIXTE LYS AUDOMAROIS  
PLACE ROGER SALENGRO  
BP 80 006 - ARQUES  
62507 SAINT-OMER CEDEX